



## **URGENCE ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC !**

Alors que notre ministre de l'agriculture se trouve en déplacement dans les Landes aujourd'hui, de nombreuses réformes percutent de plein fouet l'enseignement agricole public. Pourtant, les défis auxquels se trouvent confrontée l'agriculture demanderaient à ce que cet enseignement soit particulièrement soutenu afin d'accompagner au mieux un monde agricole toujours en mutation...

**La réforme de la voie professionnelle et de l'apprentissage, la réforme du baccalauréat général et technologique, les économies budgétaires et la réforme de la fonction publique ne vont pas se faire sans déstabiliser profondément notre service public d'enseignement agricole.**

La réforme de la voie professionnelle et de l'apprentissage en bouleversant l'organisation de la formation professionnelle agricole et en mettant en concurrence les centres de formation par apprentissage public avec le secteur privé vont mener à une dégradation de la formation professionnelle agricole, au moment où il faudrait renforcer la formation pour nos futurs agriculteurs, y compris en leurs apprenant à se passer de certains produits phytosanitaires.

De même, la réforme du baccalauréat général avec son nouveau système par spécialités, et celle du baccalauréat technologique qui répartit différemment les enseignements, tout en augmentant les seuils de répartition dans les classes, amènent à fragiliser la voie générale de l'enseignement agricole et à moins armer nos agriculteurs.

Enfin, la réduction du nombre d'agents et la réduction des heures d'enseignement, plus de 10 000 heures pour l'enseignement agricole public pour la rentrée 2019 ne font que contribuer à la fragilisation de notre système d'enseignement.

**Ces différentes réformes ignorent les questions environnementales, le défis alimentaire et pèsent sur les besoins en formations des futurs agriculteurs ; aussi le SNETAP-FSU demande au ministre et au gouvernement de prendre la mesure de la situation sans privilégier uniquement les économies budgétaires et de revenir sur cette politique qui nous affaiblie tous collectivement.**

Le 18 avril 2019  
Le Bureau Régional Nouvelle-Aquitaine du SNETAP-FSU